

**PROPOSITION D'UNE STRATEGIE
DE COMMUNICATION DU CNCR
(Conseil National de Concertation
et de Coopération des Ruraux)**

1^{ERE} PARTIE :

**CONTEXTE, OBJECTIFS, ET METHODOLOGIE
POUR L'ELABORATION
DE LA STRATEGIE DE COMMUNICATION DU CNCR**

Mission d'appui technique réalisée par le GRET

Consultants :
Elisabeth PAQUOT, Cécile BROUTIN, El Hadj KASSE
et Pape Kane DIALLO

sous la supervision du
CNCR :

Samba Gueye, Demba
Keïta, Souleymane Ndiaye,
Marie Rose Corrêa

PREMIERE PARTIE

CONTEXTE, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE POUR L'ELABORATION DE LA STRATEGIE DE COMMUNICATION DU CNCR

SOMMAIRE

| | |
|---|-------------|
| Introduction : le parti pris méthodologique | p. 3 |
| 1. Le contexte dans lequel se situe l'action du CNCR | p.3 |
| 1.1 Les principaux enjeux du développement rural | p.3 |
| 1.2 Les principaux freins au développement agricole et rural | p.4 |
| 1.3 Les évolutions et enjeux institutionnels | p.5 |
| 2. Le CNCR : son rôle, ses acquis | p.7 |
| 2.1 Les objectifs, le dispositif de fonctionnement | p.7 |
| 2.2 Les principales activités menées | p.7 |
| 2.3 Conclusion sur le rôle et les activités du CNCR | p.9 |
| 3. La mission d'appui technique à l'élaboration de la stratégie de communication du CNCR | p.10 |
| 3.1 Les objectifs | p.10 |
| 3.2 Les étapes de travail | p.10 |
| 3.3 Les choix méthodologiques | p.11 |
| 3.4 Les critères utilisés pour élaborer la stratégie de communication | p.13 |
| ANNEXES | p.14 |
| Annexe 1. Programme des enquêtes de terrain | p.14 |
| Annexe 2. Typologie des organisations de base et des médias enquêtés | p.16 |
| Annexe 3. Les ateliers régionaux de restitution et d'élaboration participative de la stratégie de communication | p.20 |
| Annexe 4. Les questionnaires d'enquêtes | p.24 |

Introduction : le parti pris méthodologique

La mission d'appui technique au CNCR pour l'élaboration d'une stratégie de communication résulte d'un partenariat avec le CTA (Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale). Elle a été réalisée avec le concours technique du GRET (Groupe de recherches et d'échanges technologiques) qui a travaillé avec deux consultants nationaux. L'élaboration de la stratégie s'est déroulée suivant plusieurs étapes :

- l'analyse du contexte dans lequel se situe l'action du CNCR ;
- l'analyse des objectifs et activités du CNCR ;
- l'analyse institutionnelle des relations de communication entre le CNCR, les fédérations membres, les organisations de base, les pouvoirs publics et les partenaires extérieurs ;
- l'analyse des besoins d'information des organisations de base ;
- l'élaboration, au cours d'ateliers régionaux, des axes d'une stratégie de communication par les acteurs eux-mêmes, après validation et approfondissement du diagnostic sur les besoins de communication et les difficultés rencontrées ;
- la validation, au cours d'un atelier national, de la stratégie de communication proposée et sa déclinaison opérationnelle en programmes d'activités.

La présentation plus précise de la méthodologie adoptée est présentée dans la suite du document. Des éléments méthodologiques complémentaires sont donnés en annexes. Deux principes méthodologiques ont guidé le travail de la mission d'appui technique :

- une approche participative où l'ensemble des éléments de diagnostic comme de propositions ont été réalisés avec et par les acteurs eux-mêmes. La mission s'est positionnée en appui aux acteurs pour les aider à élaborer et formuler leur propre analyse des difficultés rencontrées, leurs besoins et leurs réponses en termes de stratégie de communication. Il ne s'agit donc pas d'une étude «extérieure» d'experts qui proposeraient leurs propres analyses et solutions, mais d'un travail mené «à l'intérieur» même du CNCR, avec les différents groupes d'acteurs qui le composent.
- Un souci de transparence qui s'est traduit par la mise à plat et un dialogue autour des difficultés réelles rencontrées. Il s'est traduit aussi par une communication et un partage des résultats de l'étude avec les différents groupes d'acteurs, à toutes ses phases, et notamment au cours des ateliers régionaux.

1. Le contexte dans lequel se situe l'action du CNCR

1-1 Les principaux enjeux du développement rural

La situation du secteur rural est paradoxale : d'un côté, il emploie la majeure partie de la population active (60%) ; de l'autre il contribue faiblement à l'économie nationale (environ 20% du PIB). Les grandes filières de production sont l'arachide, le coton, le riz, les céréales locales, la pêche, l'élevage et le maraîchage. Il y a un recoupement partiel des grandes filières et des zones géographiques (agro écologiques) de production.

La dévaluation du CFA a eu un impact plus faible que dans les autres pays de la zone CFA de relance de la production agricole. La croissance économique a repris depuis 1994 (taux de croissance du PIB de 3,5% par an en moyenne entre 1995 et 2000), mais dans le secteur

agricole, cette croissance n'est que de 1,3% en moyenne pour cette même période, soit un taux inférieur à la croissance démographique estimée à 2,7% par an. Certains secteurs témoignent d'un dynamisme important : horticulture, maïs, ovins, pêche. Mais globalement l'agriculture sénégalaise est confrontée à une crise de sous-production.

Ce faible dynamisme du secteur agricole s'est traduit par une baisse du revenu des paysans et une augmentation de la pauvreté qui touche 44% des familles en milieu rural. L'offre en produits alimentaires est inférieure à la demande et une partie de la population, notamment rurale, n'arrive pas à subvenir à ses propres besoins. Les familles rurales pauvres sont de plus en plus marginalisées, contrairement aux objectifs du plan du gouvernement de lutte contre la pauvreté.

1-2 Les principaux freins au développement agricole et rural

Plusieurs raisons expliquent cette faible productivité de l'agriculture :

- une mauvaise organisation des filières qui se traduit notamment par des activités de transformation très insuffisantes et de gros blocages dans la commercialisation des produits ;
- un accès très insuffisant des producteurs à l'information (technique, économique, sur les sources d'approvisionnement, sur les marchés et sur les conditions d'accès au crédit ainsi qu'à divers programmes d'appui aux investissements locaux), à la formation ou à l'innovation. Les programmes de vulgarisation mis en œuvre ces dernières années ont eu des résultats décevants. Le conseil agricole et la diffusion d'une information adaptée font cruellement défaut ;
- un sous-équipement très important du monde rural en matière d'infrastructures et d'équipements et services collectifs de base : eau, énergie, routes, moyens de communication, magasins de stockage, commerces et marchés, centres de formation, information et conseils, etc ;
- des systèmes de financement de l'agriculture inadaptés ;
- une disponibilité insuffisante, et souvent une médiocre qualité des semences ;
- un manque de disponibilité de produits et techniques adaptés pour lutter contre les maladies des cultures (la production cotonnière a été par exemple en grande partie détruite par un parasite) ;
- la vétusté du parc de matériel agricole qui n'a pu être renouvelé faute de crédit adapté ;
- une pression importante sur les ressources naturelles qui se traduit par une baisse de la fertilité des sols .

Certaines difficultés sont communes à l'ensemble des filières. On peut citer notamment :

- *la faible organisation des filières*. Une des réponses est l'appui à l'organisation collective des producteurs d'un côté (unions et fédérations de producteurs) et de l'autre à l'organisation de la filière autour de comités interprofessionnels (pour mieux gérer les interventions des différents acteurs, les contraintes de chacun, négocier les prix, la transformation, la commercialisation, le transport, etc). Ces comités ou fédérations interprofessionnels se sont créés pour gérer collectivement la relance et croissance économique de différentes filières. Il en existe au niveau de l'arachide, du riz, de la tomate et des semences.
- *une organisation des filières qui obéit davantage à une logique de l'offre que de la demande* : l'achat par des sociétés parapubliques de la production à des prix fixés n'a pas habitué les producteurs à raisonner selon des logiques de réponse à la demande et aux

marchés, bien au contraire. Du coup, ils ont de grandes difficultés à répondre correctement aux signes du marché et à saisir les nouvelles opportunités (par exemple sur le marché des céréales locales avec l'augmentation de la consommation de céréales locales transformées en ville) ;

- *le faible accès au crédit* (petits crédits décentralisés aux producteurs). En réponse, les programmes de crédit rural se sont récemment beaucoup développés. Un projet de restructuration de la Caisse nationale de crédit agricole est en discussion. Le crédit mutuel du Sénégal a développé un réseau de caisses villageoises dans toute la zone Sud du pays.
- *le manque d'équipements collectifs*. Les investissements locaux à l'échelle décentralisée devraient être pris en charge par les Communautés Rurales (regroupées au sein de l'Association des Présidents de Communautés Rurales, APCR) ;
- *l'information et la formation*, de moins en moins assurées par l'Etat et qui ne sont pas encore prises en charge par des organisations collectives (privées, mixtes ou autres), même si ce pourrait être un des rôles de l'Agence Nationale du Conseil Agricole et Rural (ANCAR) qui a le statut de Société anonyme à participation publique majoritaire. Dotée de l'autonomie de gestion et ayant un capital ouvert à d'autres partenaires, elle pourrait voir croître progressivement la participation des organisations paysannes et permettre un retrait de l'Etat ;
- *le morcellement du foncier* ; il aboutit à ce que de nombreuses familles disposent de surfaces foncières trop petites pour pouvoir en vivre et investir. Parallèlement se développe une acquisition de terres par des fonctionnaires et des commerçants qui aboutit à une exclusion, de fait, de certaines familles rurales.

Les difficultés et solutions techniques pour intensifier, diversifier et renforcer la productivité des différentes productions agricoles sont assez spécifiques à chacune. La question de l'accès aux intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires), de la modernisation des équipements et matériels agricoles, du développement de petites unités de transformation agro-alimentaires et des innovations techniques se pose néanmoins dans presque toutes les filières de production agricoles.

1-3 Les évolutions et enjeux institutionnels

L'organisation professionnelle et la structuration du mouvement associatif

La seconde moitié des années 80 a été marquée par l'essor du mouvement associatif rural sous diverses formes. Les nouvelles politiques encouragent les organisations de producteurs et le secteur privé, sollicités de plus en plus pour prendre le relais de l'Etat qui se désengage de ses anciennes fonctions d'encadrement et de subvention, notamment dans le monde rural.

On assiste alors à l'émergence de structures fédératives paysannes dont la Fédération des Organisations non gouvernementales du Sénégal (FONGS), créée en 1976, constitue un des premiers exemples. Ces fédérations paysannes sont organisées par filières, par types d'acteurs ou selon des logiques territoriales (développement local). L'origine de la création de ces fédérations est très diverse : certaines ont pour origine une volonté de l'Etat de favoriser un meilleur encadrement du monde rural ; d'autres ont été créées à l'initiative des organisations de producteurs.

Parallèlement au développement du mouvement associatif rural, se sont multipliées les organisations non gouvernementales locales d'appui aux communautés de base. Ainsi, dès 1982, le Conseil des organisations non gouvernementales d'appui au développement

(CONGAD) est créé sous la forme d'un consortium des Ong sénégalaises, étrangères et internationales.

En 1995, le CNCR et d'autres groupements interprofessionnels ont créé l'Association sénégalaise pour la promotion du développement à la base (ASPRODEB). Celle-ci a bénéficié d'une rétrocession de fonds d'un crédit IDA et d'un prêt FIDA destinés à soutenir de petits investissements ruraux pour la promotion de la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus en milieu rural.

La décentralisation

Initiée à partir de 1972 avec la création de communautés rurales, la décentralisation administrative a été poursuivie et approfondie en 1996 par la loi sur la régionalisation et la création d'une nouvelle collectivité décentralisée, la Région.

Le nouveau dispositif de décentralisation des pouvoirs confie les responsabilités suivantes aux échelles décentralisées :

- la Région est chargée de la programmation du développement. Elle élabore les schémas régionaux d'action pour l'environnement ainsi que les plans régionaux de développement intégré et d'aménagement du territoire qu'elle met en œuvre et dont elle assure le suivi. Elle a compétences pour initier des projets et donne son avis sur les projets initiés par l'Etat.
- la Communauté rurale a compétence, à l'échelle locale, pour :
 - réaliser les infrastructures et équipements publics ;
 - assurer la planification locale du développement ;
 - assurer une meilleure gestion des ressources naturelles et de l'environnement.

Les communautés rurales sont regroupées au sein de l'Association des Présidents de Communauté rurale (APCR). Elles disposent d'un pouvoir important en matière d'investissement et de politique de développement rural et local.

La décentralisation implique aussi que les organisations paysannes redéfinissent leur mode de fonctionnement, en renforçant les niveaux régionaux et locaux de leurs organisations afin de consolider leurs capacités de dialogue avec les Régions et les Communautés rurales. Le CNCR a d'ailleurs déjà intégré cette nouvelle donne en commençant à créer des CNCR régionaux.

Elle implique également de mieux clarifier les rôles respectifs des Communautés rurales et des Fédérations paysannes et de dépasser les flous relatifs sur les prérogatives de chacun en matière de gestion locale des programmes et services d'appui au développement rural. Le succès de la décentralisation et de la relance du développement local dépendra en effet d'une part de la capacité des différents « nouveaux » acteurs institutionnels à dialoguer entre eux et d'autre part de la clarification et de la claire distinction des rôles de chacun (le cumul des mandats constatés dans certains cas empêche par exemple la clarification institutionnelle recherchée par les réformes récentes).

2. Le CNCR : son rôle, ses acquis

2-1 Les objectifs et le dispositif de fonctionnement

Créé en 1993, le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) propose un dispositif fédératif original des organisations du monde rural. Le CNCR est en effet un regroupement de 9 fédérations intervenant dans les domaines de l'agriculture, de l'apiculture, de la foresterie, de l'horticulture, de l'élevage, de la pêche, etc., et qui rassemblent des milliers d'associations villageoises et de groupements d'intérêt économique (GIE).

L'intervention du CNCR est organisée autour de trois (3) objectifs majeurs :

- (i) favoriser le dialogue, la réflexion commune et le partage des expériences autour de questions majeures du développement rural afin de renforcer l'unité des mouvements et fédérations d'associations paysannes ;
- (ii) encourager la mise en commun des ressources, des capacités et des informations détenues aussi bien par les membres que par les partenaires au développement du Sénégal afin d'améliorer les conditions d'existence des ruraux ;
- (iii) être le porte-parole des ruraux et l'interlocuteur de l'Etat et des partenaires au développement pour la défense et la sauvegarde des intérêts professionnels et sociaux des ruraux.

Le CNCR s'est doté d'une cellule d'appui technique dirigée par un Secrétariat général qui agit sous la responsabilité du Conseil d'administration. Les 9 fédérations membres sont toutes représentées au CA : Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal (FONGS) ; Fédération Nationale des Groupements d'Intérêt Economique des Pêcheurs (Fenagie-pêche) ; Fédération Nationale des Groupements d'Intérêt Economique des Horticulteurs (FNGIE/H) ; Fédération Nationale des Groupements d'Intérêt Economique des Eleveurs (FNGIE/E) ; Union Nationale des Coopératives d'Eleveurs (UNCE) ; Fédération des Groupements de Promotion Féminine du Sénégal (FNGPFS) ; Fédération Nationale des Organismes d'Exploitants Forestiers (FENOFOR) ; Union Nationale des Coopératives d'Exploitants forestiers (UNCEF) ; Union Nationale des Coopératives Agricoles (UNCAS).

D'autres Fédérations de producteurs souhaiteraient adhérer au CNCR. La décision sur leur adhésion ne peut être prise que par les organes statutaires du CNCR (Assemblée générale et Conseil d'Administration). Ceux ci ne s'étant pas réunis depuis plusieurs années, ces Fédérations ont provisoirement le statut de fédérations associées.

2.2 Les principales activités menées

Elles sont de deux ordres.

La négociation avec l'Etat des politiques de développement rural et de mesures en faveur des producteurs ruraux.

Cette activité constitue sans conteste le succès central du CNCR. En 6 ans, le CNCR a su s'imposer comme un partenaire incontournable de l'Etat qui l'associe régulièrement à toutes les discussions sur l'orientation de la politique agricole. Depuis 1994, le CNCR participe à

l'élaboration des plans de développement agricole. Depuis 1997, il est reçu une fois par an par le Président de la République et rencontre régulièrement le Premier Ministre. Enfin, les mesures concernant le secteur agricole sont discutées et négociées régulièrement entre les fédérations membres du CNCR et les ministères concernés.

Les négociations du CNCR avec l'Etat ont permis d'obtenir des résultats intéressants en faveur du monde rural.

- L'élaboration d'un programme triennal d'investissements publics dans le secteur agricole pour 1997/1999 de plus de 261 milliards de FCFA ;
- Une révision à la baisse de la fiscalité sur les intrants et le matériel agricole avec une exonération complète de taxes dans le cadre de la campagne 1997/1998 ;
- Une réduction du taux d'intérêt sur le crédit agricole de 12 à 7,5% en 97/98 .

La supervision et l'animation de programmes de développement rural

Le CNCR a été chargé par l'Etat d'assurer la mise en œuvre du programme « phosphatage » (distribution de phosphate aux producteurs ruraux).

Le CNCR est également responsable du volet « organisation de producteurs » du projet d'appui aux Services Agricoles et aux Organisations Paysannes (PSAOP) financé par la Banque Mondiale. Ce projet a été signé en décembre 1997. Le premier volet a été mis en œuvre dans deux zones expérimentales (Kolda et Tambacounda). Ce programme est piloté par le CNCR qui en assure la responsabilité et met en œuvre directement le volet communication. La gestion du programme est assurée par l'ASPRODEP (Association Sénégalaise pour la Promotion des Petits Projets de Développement à la base), via son agence d'exécution de projets (ASPRODEP/AGEP). La mise en œuvre technique de la phase expérimentale a été confiée à la FRAO par le CNCR.

La seconde phase, qui permettra une extension dans d'autres régions puis une généralisation du dispositif est en cours de négociation avec la Banque Mondiale.

L'objet du programme est de cofinancer des activités de formation, d'information ou des projets productifs innovants proposés par les organisations de producteurs. Indirectement le programme poursuit deux autres objectifs : favoriser un regroupement des organisations de producteurs, actuellement très éclatées ; former les OP à formuler des demandes cohérentes qui répondent à leur propre diagnostic de leurs difficultés.

Ce programme est bâti de façon très décentralisée, avec une très forte délégation des responsabilités aux producteurs eux mêmes.

Le dispositif suivant a été mis en place :

- *à l'échelle régionale* des comités régionaux de concertation ont été mis en place (cadres régionaux de concertation des organisations de producteurs, CRCOP). Ils réunissent toutes les associations et organisations présentes à l'échelle régionale. Ce comité définit les conditions et critères d'attribution des financements, informe les organisations de producteurs du programme, de ses règles de fonctionnement ainsi que des possibilités de mobiliser des appuis techniques pour faciliter la réalisation de leurs projets . Ensuite il sélectionne les projets pour lesquels le financement est accordé.

- *A l'échelle locale* des comités locaux de concertation ont été créés (cadres locaux de concertation des organisations de producteurs, CLCOP). Ils réunissent tous les GIE villageois. C'est à l'échelle de ces comités que sont élaborées les propositions des GIE et gérées ensuite leur bonne mise en œuvre .

Les organisations paysannes choisissent elles-mêmes le prestataire de services qui les aidera à réaliser le projet prévu (centre de formation, organisme d'appui technique). Pour faciliter le choix du prestataire par l'organisation paysanne, la FRAO et le CNCR ont créé des bases de données qui recensent tous les structures et individus de chacune des deux régions à même de fournir des services et prestations aux organisations paysannes.

Ultérieurement toutes les bases de données créées (sur les OP et GIE actifs localement, sur les ressources et compétences mobilisables à l'échelle régionale, sur les projets financés) devraient être disponibles sur un support électronique.

Des fiches simplifiées de présentation de projets ainsi qu'un manuel de procédures ont été élaborés par la FRAO et le CNCR pour « cadrer » la demande des OP et faciliter le travail des CLCOP et des CRCOP, sans générer trop de complexité et de bureaucratie.

2.3 Conclusion sur le rôle et les activités du CNCR

Le CNCR a contribué à sortir le monde rural de l'anonymat dans lequel il était confiné, et où il se contentait de « consommer » les orientations agricoles en l'absence de tout mécanisme ou dispositif lui permettant de se positionner comme acteur et décideur à part entière. Une telle capacité de négociation est assez unique dans la sous-région. Elle pourrait être renforcée, notamment grâce à une plus grande mobilisation et cohésion de toutes les composantes du CNCR, du niveau national au niveau local. Celles-ci constituent en effet le fondement de la légitimité de l'organisation et par conséquent de son leadership.

La fonction de dialogue, de mise en commun et de circulation de l'information, contenue dans les objectifs majeurs du CNCR, doit être activée, organisée et dynamisée pour mieux participer à la réalisation de l'ensemble des objectifs de l'organisation. C'est dans ce cadre que le CNCR, en partenariat avec le CTA et avec l'appui technique du GRET, a souhaité se doter d'une stratégie de communication.

3. La mission d'appui technique à l'élaboration de la stratégie de communication du CNCR

3.1 Les objectifs

La mission d'appui technique avait quatre (4) principaux objectifs :

- Analyser les demandes et les besoins d'information et de communication au niveau du CNCR, des fédérations membres et associées, des CLCOP, des associations, des coopératives et GIE et autres groupements paysans formels ou informels.
- Proposer une stratégie et un dispositif de communication cohérents qui répondent à ces besoins. Cette stratégie présentera une définition claire des rôles, des objectifs et des types d'activités d'information et de communication à privilégier aux différentes échelles d'intervention nationale, régionale et locale par les différents types d'acteurs.
- Traduire cette stratégie en une série de programmes d'activités d'information - communication correspondants aux fonctions, compétences et besoins de chaque type d'institution : CNCR, Fédérations, Associations, Groupements locaux.
- Identifier les besoins de formation et les autres besoins d'appui aux différentes échelles d'intervention pour pouvoir mettre en œuvre cette stratégie et ces programmes.

3.2 Les étapes de travail

L'élaboration de la stratégie de communication a été réalisée en quatre grandes étapes :

Préalable : mise au point des termes de référence et de la méthodologie avec le CNCR

Etape 1 : diagnostic interne et externe en utilisant les entretiens et enquêtes ainsi qu'une revue documentaire, rédaction de premières notes de synthèse. Les enquêtes sont présentées de façon plus détaillée en annexe de ce document (sites, organismes, questionnaires). Elles ont principalement concerné les groupements de base (49 organismes enquêtés dans cinq grandes zones : M'Bour et Kayar, Saint Louis, Thiès, Tambacounda, Kolda, Kaolack.

Etape 2 : Restitution/validation du diagnostic par les acteurs et élaboration participative de propositions au cours de trois ateliers régionaux (Kaolack, Thiès, Louga) qui ont regroupé des représentants des associations et organisations de base, des fédérations et du CNCR (cf. en annexe la présentation de ces ateliers).

Etape 3 : atelier national de restitution des résultats du travail réalisé et d'approfondissement de la stratégie de communication proposée, en la déclinant sous une forme plus opérationnelle.

3.3 Les choix méthodologiques

Les procédures de recueil de l'information

Le recueil des informations pour avoir une «photographie» de l'état actuel de la communication au sein du CNCR et entre le CNCR et son environnement a été effectué suivant quatre démarches :

- les entretiens avec des responsables du CNCR
- les enquêtes auprès des responsables de Fédérations membres et associées
- les enquêtes auprès des responsables d'organisations à la base membres des fédérations
- les revues documentaires.

Les entretiens ont notamment permis de confronter notre compréhension de la mission et la demande des responsables du CNCR et des différentes personnes impliquées au CNCR dans les activités de communication et d'information. Pour que la stratégie soit le résultat de la réponse à une demande réelle, les responsables de l'organisation doivent être étroitement associés au travail réalisé afin qu'ils puissent ensuite s'approprier la mise en œuvre des activités proposées dans la stratégie de communication.

Les entretiens avec les responsables (politiques et techniques) du CNCR avaient aussi pour objectifs de dresser un « portrait » de l'organisation : ses objectifs, son fonctionnement, ses activités, et notamment ses activités de communication, leur pertinence et les difficultés rencontrées.

Les enquêtes, au niveau des fédérations, des partenaires techniques et financiers comme des organisations de base ont permis d'analyser les besoins d'information des membres du CNCR, la façon dont ils étaient ou non satisfaits ainsi que les demandes adressées au CNCR pour qu'il satisfasse mieux ces besoins d'information et de communication.

Enfin, les revues documentaires ont concerné principalement les supports et outils de communication actuels du CNCR ainsi que les documents d'orientation et de programmes.

La synthèse

Les informations et analyses recueillies sur l'état actuel de la communication et sur les besoins ont été synthétisées dans huit (8) «fiches thématiques». Ces fiches synthétisent les résultats des entretiens et des enquêtes autour de quelques grands thèmes. Elles ont servi de matériau de base à l'animation des ateliers régionaux.

Les constats formulés ont concerné plutôt les points faibles de la communication du CNCR, à l'interne comme à l'externe. Ce parti pris s'explique non pas par un souci de « critiquer » mais parce qu'il est indispensable d'identifier d'abord les obstacles à une meilleure dynamique de communication avant de pouvoir faire des propositions pour améliorer les dispositifs et outils de communication.

Les fiches suivantes ont été rédigées et diffusées au cours des ateliers régionaux :

- Fiche 1 : Lisibilité institutionnelle
- Fiche 2 : Mémoire institutionnelle
- Fiche 3 : Processus de décision et formulation de priorités
- Fiche 4 : Moyens d'information et de communication
- Fiche 5 : Besoins en informations et sources d'informations
- Fiche 6 : Perception du rôle du CNCR
- Fiche 7 : Relations avec les médias
- Fiche 8 : Recherche/développement.

Ces fiches sont disponibles en annexes du volet 2 de ce rapport qui présente le diagnostic et les besoins de communication.

Procédures de validation et élaboration des premiers éléments de stratégie

La validation des résultats des enquêtes est une étape capitale dans l'élaboration de la stratégie de communication. Elle permet d'ajuster la compréhension des constats faits tout au long du processus de recueil des données et de mettre en place les éléments de base de la stratégie. La procédure de validation a été mise en œuvre grâce à des ateliers organisés dans trois «pôles régionaux» (Kaolack, Thiès, Louga).

Une présentation plus détaillée de ces ateliers est proposée en annexes de ce document. Seuls sont présentés ici les grandes lignes de l'organisation de ces ateliers.

Les ateliers avaient pour objectif de :

- rendre compte aux personnes interrogées lors des enquêtes et entretiens des informations et analyses recueillies pour vérifier si elles correspondent à leurs points de vue ;
- compléter les informations et opinions en faisant participer aux ateliers des personnes qui n'ont pas été rencontrées lors des enquêtes, mais aussi permettre de diversifier et de confronter les sources d'information ;
- animer un travail de groupe pour faciliter l'élaboration collective de solutions concrètes et opérationnelles aux besoins de communication identifiés, conformément à l'esprit des critères d'opérationnalité.

Chaque atelier régional a réuni une trentaine de participants. La moitié d'entre eux étaient des responsables ou membres de groupements locaux. L'autre moitié était composée de représentants d'unions régionales, d'animateurs de médias locaux, de représentants d'organisme d'appui technique et de formation, de représentants des cellules d'appui technique des fédérations et enfin de représentants du CNCR.

Chaque atelier a permis d'approfondir les éléments de diagnostic recueillis lors des enquêtes, entretiens et revues documentaires et d'en apporter de nouveaux. Il ont aussi servi à ce que les participants proposent des premiers éléments de stratégie de communication.

La synthèse des résultats des ateliers régionaux a été validée et approfondie au cours d'un atelier national où les participants ont décliné la stratégie de communication en programmes d'activités.

3.4 Critères utilisés pour élaborer la stratégie de communication (cf. les volets 2 et 3 de ce rapport)

Une stratégie de communication ne consiste pas en un ensemble de recettes appliquées à une réalité organisationnelle. Elle doit être intimement liée aux objectifs de l'organisation et doit obéir à des critères précis afin de ne pas rester à l'état de « bonnes idées », mais à l'inverse se traduire en actes et activités effectivement menées de façon durable.

Les critères suivants ont été utilisés pour guider les participants à l'atelier national dans le choix des activités de communication prioritaires à mettre en place pour concrétiser la stratégie de communication :

- réponse à une demande réelle
- adaptation de la forme, du contenu et du support au public
- intérêt suffisant des différents partenaires au fonctionnement du projet
- clarté des rôles de chacun
- identification précise des sources d'information utilisables
- définition précise des façons dont l'information sera traitée et des supports utilisés
- garantie de régularité
- réseau de diffusion
- viabilité économique du projet.

Le diagnostic des besoins de communication comme la stratégie de communication proposés ne sont donc pas extérieurs au CNCR. Sans forcément se limiter aux indications fournies par les ateliers, ils serrent de très près les préoccupations des acteurs et leurs capacités réelles à prendre en charge les solutions proposées.

La proposition est structurée en deux grandes parties :

- Diagnostic : analyse des besoins de communication et des difficultés rencontrées (second volet de ce rapport)
- La stratégie de communication du CNCR (troisième volet de ce rapport)

ANNEXES

ANNEXE 1

Programme des enquêtes de terrain

Enquêteur 1 : Demba Diallo

Zone d'enquête : M'bour et Kayar.

Lieux de déroulement de l'enquête : M'bour, Rufisque, Thiaroye

Organisations enquêtées : Fédération des producteurs maraîchers, Union nationale des coopératives d'éleveurs, GIE « Sope Elisabeth Diouf », GIE Dan sa Dole, Radio Dunya FM Mbour

Enquêteur 2 : Omar Fall

Zone d'enquête : Saint Louis

Lieux de déroulement de l'enquête : Saint Louis, Sor Diagne, Mpal, Guet Ndar Dakk

Organisations enquêtées : Représentation régionale du CNCR, Fédération régionale des GIE de pêcheurs, Fédération régionale des GIE d'éleveurs, Fédération communale des groupements féminins de St Louis, GIE Bokk Xol Jambaru Sine, GIE Bokk Xalat, Radio Sud FM St Louis, Radio FM Frequence terranga

Enquêteur 3 : Emmanuel Ahouidi

Zone d'enquête : Thiès

Lieux de déroulement de l'enquête : Thiès, Keur Madoro, Thiénaba Seck

Organisations enquêtées : Représentation régionale du CNCR, Fédération régionale des éleveurs, Groupement de promotion féminine de Peykouk sérère, Association des ruraux agriculteurs de Notto, Groupement Samba Sadio, Groupement des femmes éleveuses de la région de Thiès, Thiès Tribune.

Enquêteur 4 : Ibrahima Diagne

Zone d'enquête : Tambacounda

Lieux de déroulement de l'enquête : Tambacounda, Koumpentoum, Kanderi, Botou

Organisations enquêtées : Représentation régionale du CNCR, Fédération des GIE d'éleveurs, Union régionale des coopératives agricoles, Fédération des GPF de Tambacounda, Coopérative de Tamba Soce, Coopérative villageoise de Kanderi, Association des maisons familiales rurales.

Enquêteur 5 : Vieux Savane

Zone d'enquête : Kaolack

Lieux de déroulement de l'enquête : Kaolack, Touba Ngoro, Kaffrine, Birkilane, Sara Ndiougaré

Organisations enquêtées : Fédération régionale des forestiers, Fédération régionale des éleveurs, Union régionale des coopératives agricoles, Coordination régionale de la Fongs, Service régional du développement communautaire, GIE Bassaloum, Entente du groupement associé de Birkilane, Groupement de promotion féminine de Kaolack, Groupement de promotion féminine de Sara Ndiougaré, Groupement Bokkou Khol, Groupement Moune Sa Liguèye, Radio Dunya Kaolack, Correspondant régional Wal Fadji Kaolack.

Enquêteur 6 : Babacar Coly

Zone d'enquête : Kolda

Lieux de déroulement de l'enquête : Kolda, Dabo, Sarébourama, Sarékémo, Goudomp.

Organisations enquêtées : Représentation régionale du CNCR, Union régionale des Coopératives agricoles, Coopérative d'exploitants forestiers de Kolda, AJAC Kolda, Groupement villageois Koundji Diallo, Maisons familiales rurales, Association Fadecba, Groupement de promotion féminine Waxtane be Dioubo (Entente), Antenne régionale de Sud FM à Kolda.

ANNEXE 2

Typologie des organisations de base et médias enquêtés

| Région | Localisation | Structure rencontrée | Activités principales | Observations |
|-------------|--------------|--|---|---|
| Thiès | MBour | Sope Elisabeth | Garderie d'enfants, couture, santé, aviculture | <ul style="list-style-type: none"> • Membre de la fédération nationale • Existence de salariées • Bénéficie assez bien de l'environnement institutionnel |
| Thiès | MBour | Radio Dunya FM | Emissions radiophoniques | <ul style="list-style-type: none"> • Vocation commerciale • Faiblesse des sources d'information • Veut initier un cadre de concertation entre radios locales |
| Dakar | Rufisque | Fédération des producteurs maraîchers des Niayes | Maraîchage Exportation | <ul style="list-style-type: none"> • Possède un local et du matériel de bureau • Bénéficie assez bien de l'environnement institutionnel • ne connaît pas assez les procédures et exigences |
| Dakar | Thiaroye | Union Nationale des Coopératives d'éleveurs | Elevage | <ul style="list-style-type: none"> • Créée en 1964 • 9872 membres en 1996 • Concurrencée par les laitiers importés • Auto-financement et crédit d'investissement |
| Dakar | Joal | GIE Daan sa doole "Mballing" | Pêche, Formation Transformation poissons Epargne et crédit | <ul style="list-style-type: none"> • Appuyé par une ONG nationale • Auto-financement |
| Dakar | Hann | Fédération nationale des Groupements d'intérêt économique de pêche | Pêche, Transformation de poissons, Formation, Mareyage, Centrale d'achat, Gestion des ressources halieutiques | <ul style="list-style-type: none"> • 4500 membres, 2500 GIE • Animateurs relais à la base • Existence d'un local bien équipé • Bénéficie de soutiens • Membre fondateur CNCR • Bien informé des activités du secteur |
| Saint Louis | Saint Louis | Radio Sud FM | Emissions radiophoniques | <ul style="list-style-type: none"> • Démarrage en 1996 • Vocation commerciale • Existence d'une émission pour le monde rural en langue nationale (pulaar) • Souhaite la formation de journalistes sur les questions de développement |
| Saint Louis | Saint Louis | Radio FM Fréquence Téranga | Emissions radiophoniques | <ul style="list-style-type: none"> • Radio d'information • Vocation commerciale • Existence d'émissions d'information interactives en langues nationales (pulaar et wolof) sur le développement rural |
| Saint Louis | Saint Louis | Fédération régionale des GIE de Pêcheurs | Pêche Commercialisation Manifestations diverses à but lucratif | <ul style="list-style-type: none"> • 15 ans d'existence • Plus de 400 GIE membres • Composée de bénévoles • Création d'une mutuelle de crédit • A un secrétaire chargé de la communication • Soutenue par des partenaires |
| Saint Louis | Saint Louis | GIE Bokk Xalat de Sor Diagne | Pêche et Diverses activités lucratives et manifestations (ex. : courses de pirogues) | <ul style="list-style-type: none"> • Auto-financement • Remboursement des prestations de nature • Membre de la fédération régionale |

| | | | | |
|-------------|-------------|--|---|---|
| Saint Louis | Saint Louis | Fédération Communale des Groupements de Promotion Féminine | Transformation des produits de la mer et des fruits et légumes, Couture, Teinture, aviculture, Petit commerce | <ul style="list-style-type: none"> • Dispose d'un jour fichi • membres à jour • Soutiens externes • Présence d'un char • l'information |
| Saint Louis | Saint Louis | GIE Bokk Xol Jamb | Pêche Transformation produits de la mer | <ul style="list-style-type: none"> • 70 membres • Mandat de 5 ans pour le bur • Construction d'un débarcadé |
| Saint Louis | MPal | Fédération régionale des GIE d'éleveurs | Elevage | <ul style="list-style-type: none"> • Trois fédérations départeme • Beaucoup de liens av • services techniques de l'élev |
| Saint Louis | MPal | GIE des éleveurs de Fass NGom | Embouche, vente aliment bétail | <ul style="list-style-type: none"> • Auto-financement • Forte dépendance vis-à-v • intermédiaires |
| Thiès | Peycouk | Groupement de promotion féminine Bokk Jom | Maraîchage, petit commerce, Gestion d'un moulin, Formation | <ul style="list-style-type: none"> • De 8 à 101 membres entre 1999 • Participation aux manife • nationales sur la santé de la • et de l'enfant |
| Thiès | Keur Sadaro | Association des ruraux agriculteurs de Notto | Agriculture, Elevage, petit commerce | <ul style="list-style-type: none"> • Présence de deux • chargées de la communicati • 1721 membres dont 1041 fe • Beaucoup de relations • l'environnement institutionne |
| Thiès | Thiénaba | Groupement Samba Sadio | Petit commerce et diverses activités | <ul style="list-style-type: none"> • Cotisations mensuelles • Faiblesse des liens avec l'ex |
| Thiès | Thiès | Représentation régionale CNCR | Représentation, coordination, information, défense d'intérêts | <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place par cinq fédér • Supervision des programme • par le CNCR • Problèmes d'outils • communication avec le C • avec les membres |
| Thiès | Thiès | Thiès Tribune | Presse hebdomadaire écrite | <ul style="list-style-type: none"> • Couverture régionale • Faiblesse des moyens • Edition française |
| Thiès | Thiès | Association des éleveurs de la région | Elevage petit commerce, transformation des produits laitiers Maraîchage | <ul style="list-style-type: none"> • Regroupe des group • d'éleveurs • Créé initialement à caus • conflits entre agriculteu • éleveurs et des vols de bétai • 3462 membres • Reconnaissance juridique • des membres • Insémination artificielle • Dispose d'un temps d'anter • radio |
| Tambacounda | Tambacounda | Représentation régionale CNCR | | <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place par neuf fédér • Absence de moyens • communication • Tenue régulière de réunions |
| Tambacounda | Koumpentoum | Fédération régionale des GIE d'éleveurs | Elevage Embouche Alphabétisation Caisses de pharmacie vétérinaire villageoise | <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place à partir de la b • 250 GIE membres • Absence de local • Courrier des membres tran • le service département • l'élevage |
| Tambacounda | Tamba Socé | Coopérative de Tamba Socé | Agriculture | <ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse des moyens • Peu de connaissance • possibilités offertes |

| | | | | |
|-------------|----------------|--|--|--|
| Tambacounda | Kandéri | Coopérative villageoise de Kandéri | Agriculture Maraîchage Commerce | <ul style="list-style-type: none"> Regroupe trois villages Liens avec le système de crédit (Cncas, Sonacos...) |
| Tambacounda | Botou | Association des Maisons Familiales Rurales | Développement à la base | <ul style="list-style-type: none"> Existence d'un fichier des membres Un salarié Existence d'un local |
| Kaolack | Touba Ndoro | Fédérations des forestiers | Exploitation et vente de charbon de bois et de crintins | <ul style="list-style-type: none"> Problèmes d'intervention liés à la non-obtention de quotas Absence de moyens |
| Kaolack | Kaolack | Union Nationale des Coopératives Agricoles | Production agricole, Elevage, Pêche | <ul style="list-style-type: none"> Structure pyramidale |
| Kaolack | Kaolack | GIE Bassaloum | Multiplication de semences, commercialisation d'intrants agricoles | <ul style="list-style-type: none"> GIE familiale, membre de l'Union Nationale des Coopératives Agricoles |
| Kaolack | Koutal | Fédération des éleveurs | Elevage Embouche | <ul style="list-style-type: none"> Structure pyramidale |
| Kaolack | Kaffrine | Coordination régionale de la Fédération des ONG du Sénégal | Développement à la base | <ul style="list-style-type: none"> 5605 membres |
| Kaolack | Birkilane | Entente des Groupements Associés | Développement à la base | <ul style="list-style-type: none"> Créé à l'image des autres ententes 30 groupements membres Bénéficie de soutien extérieur |
| Kaolack | Kaolack | Fédération communale des Groupements de promotion féminine | Commerce, teinture, poterie, etc. | <ul style="list-style-type: none"> Bonne connaissance de l'environnement institutionnel |
| Kaolack | Kaolack | Groupement féminin Ndèye Ami Gueye | Couture, teinture, commerce | <ul style="list-style-type: none"> Faiblesse des moyens Problèmes d'écoulement des produits |
| Kaolack | Kaolack | Groupement Bok Khol | Commerce | <ul style="list-style-type: none"> Appui externe Membre de la fédération nationale Participation aux manifestations nationales (quinzaines...) |
| Kaolack | Kaolack | Groupement Moune sa liguèye | Teinture, couture, commerce | <ul style="list-style-type: none"> Connaissance relative des opportunités offertes par l'environnement institutionnel |
| Kaolack | Kaolack | Radio Dunya | Emissions radiophoniques | <ul style="list-style-type: none"> Service commercial détaché de la radio (basée à Dakar) Négociation de contrats |
| Kaolack | Kaolack | Wal Fadjri | Presse écrite | <ul style="list-style-type: none"> 200 exemplaires vendus dans la ville Correspondant régional Professeur d'anglais Pas au fait des problèmes de développement |
| Kolda | Sarékémo Kolda | Coopérative d'exploitants forestiers | Exploitation de charbon, de bois mort et de crintins | <ul style="list-style-type: none"> Plusieurs remplacements responsables Manque de moyens Beaucoup de contacts avec la direction des Eaux et Forêts Membres apparemment satisfaits Intéressés par les quotas |

| | | | | |
|-------------|-------------|--|---|---|
| Kolda | Kolda | Association des Jeunes Agriculteurs de Casamance | Agriculture, pêche, artisanat, teinture, petit commerce, formation, savonnerie, menuiserie bois, etc. | Créée en 1974, scission en 1989 21.710 membres répartis dans 19 unions de groupements (groupements sur 19 communes rurales) Existence fichier informatique des membres Bon niveau d'équipement Relations satisfaisantes avec l'environnement institutionnel Possède un journal |
| Kolda | Dabo | Groupement villageois de Wakilary Thiexal Lao | Agriculture, prêts d'intrants, embouche | Existence d'un local Bons résultats avec les partenaires |
| Kolda | Kolda | Sud FM | Emissions radiophoniques | Existence d'émissions sur le développement rural en collaboration avec des partenaires (reportages ou interactives). Ces émissions en direction des producteurs sont diffusées de 20 heures. Vocation commerciale |
| Kolda | Tankonto | Association des Maisons Familiales Rurales | Agriculture, petit commerce, maraîchage, santé | Existence d'un fichier sur les membres Dispose d'un local 20 groupements membres Problèmes d'écoulement Diversification des activités |
| Kolda | Kolda | Union régionale des coopératives agricoles | Agriculture | Relations avec l'environnement institutionnel classique |
| Kolda | Goudomp | Association Fadecba | Petit commerce, élevage, maraîchage, crédit, pêche | Dispose d'un local Souffre de la rébellion casamançaise Mauvaise connaissance des sources de financement Projet de radio communautaire |
| Kolda | Kolda | GIE Khaldi Fotti | Petit commerce, travaux champêtres | Manque de moyens matériels et financiers Mauvaise connaissance des organismes d'appui |
| Tambacounda | Tambacounda | Fédération communale des Groupements de promotion féminine | Commerce, Teinture, recyclage des sachets plastiques, couture, crédit, charcuterie | Principalement soutenu par le secteur du développement communautaire où elle est d'ailleurs basée |
| | | | | |

ANNEXE 3

Les ateliers régionaux de restitution et d'élaboration participative de la stratégie de communication du CNCR

Il a été réalisé 3 ateliers de restitution des résultats des enquêtes de terrain et d'élaboration participative de la stratégie de communication.

Un des enjeux importants de la stratégie de communication du CNCR est de faciliter la décentralisation des responsabilités et activités au niveau des organisations locales et la relance d'une dynamique de développement à partir de la base. De manière à respecter ces orientations du CNCR, les ateliers de restitution de l'étude et de définition de la stratégie de communication ont été organisés dans les régions, avec une participation majoritaire de représentants des organisations locales. Il s'agissait de mettre en place un processus ascendant, qui parte de la base pour remonter au sommet.

I - Les trois ateliers de restitution

1. Lieu : Kaolack, Dakar, Louga

2. Dates : les 3 ateliers se sont tenus les 9 et 10 décembre (Kaolack), les 13 et 14 décembre (Thiès), les 16 et 17 (Louga). Ils ont duré chacun 2 journées.

3. Objectifs :

Ces ateliers avaient pour objectifs :

- de rendre compte aux personnes interrogées lors de l'enquête des informations et analyses recueillies. Il s'agissait de vérifier si les interlocuteurs retrouvaient bien leurs points de vue dans la synthèse de l'enquête.

- de compléter les informations et opinions, notamment en faisant participer à l'atelier des personnes qui n'avaient pas été interviewées. L'enquête repose en effet sur un petit échantillon de leaders paysans. Elargir cet échantillon a permis de vérifier que les opinions d'autres leaders étaient effectivement convergentes avec celles des responsables d'organisations paysannes rencontrées lors de l'enquête.

- d'animer un travail de groupe pour faciliter l'élaboration collective de solutions concrètes et opérationnelles aux besoins de communication identifiés. Il est en effet essentiel que les solutions qui sont proposées dans le document de proposition de stratégie de communication du CNCR soient appropriées et partagées par les leaders paysans.

4. Participants à chacun des ateliers.

Les participants étaient en priorité des leaders paysans, responsables d'associations, d'unions locales groupements ou de GIE villageois.

Ont été retenus en priorité les leaders interrogés lors de l'enquête.

Les critères de sélection des autres leaders paysans participants à ces ateliers ont été :

- dynamisme de l'association et du groupement (dynamisme qui se mesure à l'importance des activités menées) ;
- capacité à prendre la parole en public ;
- intérêt pour les activités d'information et de communication ;
- diversité des types d'activités menées et des fédérations représentées ;
- et bien sûr disponibilité aux dates prévues.

Environ 34 participants à chaque atelier (y compris les animateurs et intervenants).

- *15 responsables d'associations ou unions locales*, responsables ou représentants de CLCOP, leaders de groupements villageois, GIE et organisations paysannes de base (cf plus haut les critères de sélection).

- *3 représentants d'unions régionales ou de fédérations nationales* : le représentant régional du CNCR et 2 autres représentants d'union régionale de fédérations paysannes à Kaolack et à Louga, 3 représentants de fédérations nationales à Dakar.

Toujours selon le même principe, les représentants d'unions régionales et de fédérations nationales ayant participé à l'enquête ont été sélectionnés de façon prioritaire pour participer aux ateliers régionaux de restitution. D'autre part un équilibre a été recherché entre les 3 ateliers pour la sélection des représentants d'unions régionales et de fédérations nationales, afin de favoriser la plus grande diversité dans la participation des fédérations à ces ateliers. Enfin, ont été retenus en priorité les représentants de fédérations régionales qui sont particulièrement actives dans chaque région.

- *2 représentants des médias locaux* (radios, journaux) et centres de documentation présents dans la zone. De la même façon, priorité a été donnée aux médias ayant participé à l'enquête.

- *2 représentants d'organismes d'appui technique et de formation* : ONG, services publics ou parapublics, centres de formation... Priorité a été donnée aux organismes les plus actifs dans la région qui ont développé le plus de liens avec les organisations paysannes de base.

- *4 représentants des cellules d'appui technique* des différentes fédérations.

Animateurs : El Hadj Kassé (rédaction des documents préparatoires et animation des trois groupes), Pape Kane Diallo (préparation des tableaux-types à remplir et rédaction du contenu proposé par le groupe au fur et à mesure des discussions)

Intervenants : 4 représentants du CNCR (comité de pilotage de l'étude), Cécile Broutin et Elisabeth Paquot (GRET).

II. Organisation et animation des ateliers

1. Introduction

- présentation des objectifs de l'étude, des objectifs de l'atelier et de son déroulement.
- explication du rôle attendu des participants à l'atelier pour la validation des résultats de l'étude et l'élaboration de solutions opérationnelles aux problèmes de communication rencontrés

2. Restitution, compléments et validation de l'étude sur les besoins d'information

2.1 Présentation et débats de la synthèse des résultats de l'étude, rubrique par rubrique.

Pour favoriser une plus grande participation des personnes présentes, il a été décidé de ne pas faire une longue présentation des résultats de l'étude, mais de la présenter partie par partie, en laissant place au débat après chaque partie.

Pour chaque partie, le débat a permis de compléter et vérifier les informations et analyses proposées dans l'étude.

2.1.1 Thèmes et contenu traités

Les parties suivantes ont été traitées :

- a) Les besoins d'informations institutionnelles : informations au sein des OP, informations entre les OP, les associations locales, les fédérations et le CNCR ;
- b) Les besoins de communication entre les leaders paysans et les autres institutions et organismes : communication avec la recherche, communication avec les organismes d'appui, de crédit et de formation (publics ou privés), communication avec les élus locaux, communication avec les médias, etc.
- c) Les informations sur les orientations de la politique agricole et la participation au débat sur ces orientations ;
- d) Les informations « organisationnelles » et juridiques : constitution et fonctionnement des groupements, élaboration et négociation de contrats, droits et devoirs des organisations paysannes, recours juridique.
- e) Les informations « professionnelles » : informations techniques et économiques
- f) Les informations sur les sources d'information et les sources d'appui et de financement

2.1.2 Organisation de groupes de travail sur l'état des lieux en matière de communication (arbre de communication, sur les difficultés actuelles et les besoins prioritaires auxquels répondre

Les groupes ont travaillé sur :

- un état des lieux (synthèse de la situation actuelle : les activités d'informations actuellement menées par rapport à chacun de ces besoins d'informations),
- une présentation des besoins couverts et des besoins non couverts,
- une présentation des types de difficultés rencontrées, c'est-à-dire des raisons qui expliquent pourquoi certains besoins ne sont pas couverts.

2.2 Synthèse des travaux de groupe et validation de l'étude sur les besoins de communication.

Cette synthèse a été présentée sous la forme d'un tableau (présentation sous la forme de grandes feuilles collées au mur).

Ce tableau reprenait de façon concise les besoins couverts et non couverts pour chaque type d'information (cf. liste précédente) et les causes qui expliquent pourquoi certains besoins ne sont actuellement pas couverts.

3. Animation de travaux de groupe sur les solutions opérationnelles envisageables

En fonction des grands types de besoins et de problèmes identifiés préalablement, les participants ont travaillé en groupes sur une variété de solutions.

Les participants ont librement fait part, dans les groupes de travail, de leurs idées et suggestions pour :

- améliorer les activités d'information existantes ;
- créer de nouvelles activités d'information ;
- renforcer les collaborations avec les médias et les centres d'information et de documentation existants.

Ces solutions ont été proposées par les participants sous une forme concrète : une activité, un outil ou support à créer ou développer, etc.

Chaque suggestion a été présentée sur une grande feuille selon trois catégories :

- création de nouvelles activités d'information ;
- amélioration ou développement d'activités existantes ;
- collaboration avec les médias et centres d'information et de documentation existants.

ANNEXE 4

Questionnaires d'enquête

Questionnaire 1 : Les organisations paysannes et leurs besoins d'information et de communication.

Enquêtés : groupements villageois , coopératives et GIE

Objectif : caractériser les groupements villageois et déterminer leurs besoins d'information et de communication ainsi que les solutions pour y répondre

Type d'entretien : semi-directif. Les questions constituent un simple cadre pour l'enquêteur qui doit laisser librement parler la personne interrogée, même si elle semble sortir du sujet, faire les relances nécessaires ou reprendre certaines questions si la personne interrogée n'a répondu que partiellement à la question, la reformuler différemment si la personne interrogée ne l'a pas bien comprise.

Conseil pour la prise de note : il est conseillé d'enregistrer l'entretien sur un magnétophone. Les réponses aux questions peuvent être notées sur un carnet, en notant à chaque fois le numéro de la question.

Durée de l'entretien : 2 heures

1. Eléments préalables à l'entretien

1.1 Entrée en matière générale, questions de politesse vis-à-vis de l'interlocuteur.
Prendre le temps de mettre l'interlocuteur à l'aise.

1.2 Présentation de l'enquêteur et des objectifs de l'enquête
L'enquêteur se présente d'abord, puis présente les objectifs de l'enquête.

Cette enquête est faite à la demande du CNCR, Conseil National de Concertation des Ruraux, qui regroupe les fédérations paysannes du Sénégal.

Elle a pour objectif de comprendre les besoins d'information des groupements villageois et de mettre en place des activités pour y répondre.

Des réunions pour rendre compte des résultats de l'enquête et réfléchir ensemble sur des solutions seront organisées à Kaolack, Louga et Thiès dans la semaine du 6 au 10 décembre.

Ici vérifier que l'interlocuteur a bien compris les objectifs de l'enquête, répondre à ses questions s'il en a et lui donner des informations supplémentaires nécessaires. Vérifier si l'interlocuteur est d'accord pour répondre aux questions. S'il a des réticences ou des réserves, essayer de comprendre pourquoi et d'y répondre.

Demander aux groupements si certains d'entre eux seraient éventuellement intéressés à participer à la réunion de restitution. Qui ? Quel est le meilleur moyen pour les prévenir de la date et du lieu ? Ont-ils des impossibilités certains jours de cette semaine ?

2. Connaître les personnes interrogées

Pour chaque personne interrogée :

Noms, prénoms

Situation socio professionnelle des personnes interrogées.

Coordonnées et contacts où il est possible de les joindre

3. Connaître l'organisation paysanne

Nom du groupement

Nom du village ou de la ville

Adresse postale et physique

Tel/fax éventuel

3.1 Quand ce groupement a-t-il été créé , comment et pourquoi?

3.2 Qui en est à l'origine?

- un paysan ou groupe de paysans du village:

- des fonctionnaires ressortissants du village

- Autres

3.3 Quand le groupement a été créé, a -t-il bénéficié des conseils de quelqu'un (qui, lesquels ?) ? Le groupement a t-il cherché des conseils auprès d'autres groupements ? A t-il regardé comment ces autres groupements fonctionnaient ?

3.2 Combien de membres compte-t-il?

3.3 Quelles sont les activités de ces différents membres et leur situation sociale et économique (hommes/femmes, jeunes, personnes âgées, petits ou gros exploitants, etc.)

3.4 La composition du groupement a -t-elle changé depuis sa création ? Comment ? Pourquoi ?

3.5 Quels sont les membres qui participent effectivement aux activités du groupement ? Quels sont ceux qui attendent simplement que les responsables du groupement viennent leur proposer des activités ? Quels sont ceux qui refusent de participer aux activités du groupement ? Comment expliquer les différences d'attitude par rapport au groupement ?

3.6 Les responsables du groupement ont-ils sollicité tout le monde pour participer aux activités du groupement, ou bien ont-ils sélectionné eux-mêmes certains membres ? Pourquoi ? Comment cela s'est-il passé ?

3.7 Quels sont les responsables du groupement : nom, fonction dans le groupement, situation sociale et économique de chacun de ces responsables. Comment et par qui ces responsables sont-ils choisis ? Les responsables du groupement ont-ils changé depuis sa création ? Pourquoi ? Comment ? Cela a-t-il changé la façon dont le groupement s'organise ?

3.8 Comment le groupement est-il organisé ? Y a -t-il un partage des tâches ? Lequel ? Souhaiteriez-vous changer la façon dont le groupement est organisé ? De quelle façon ? Pourquoi ?

3.9 Quels sont les organisations du groupement : assemblée générale, bureau, etc.

3.10 Combien y a-t-il de réunions organisées chaque année ? Quelle est la dernière réunion organisée par le groupement ? Qui étaient présents ? Qu'est ce qui a été discuté au cours de cette réunion ? Y a-t-il eu des décisions prises ? Lesquelles ? Ont-elles été appliquées ?

3.11 Comment les membres du groupement ont-ils été prévenus de cette réunion ? Ceux qui ne participaient pas à la réunion ont-ils été informés de ses résultats ? Qui ? De quelle façon ? Les villageois connaissent-ils tous l'organisation et le fonctionnement du groupement ?

3.12 Le groupement a-t-il un local ? Décrire rapidement le local s'il y en a un .

3.13 S'il n'y a pas de local, où ont lieu les réunions ? Décrire rapidement l'endroit où ont lieu les réunions.

3.14 Le groupement possède-t-il du matériel de bureau ? (téléphone, fax, ordinateur, photocopieur, table, chaise, papier...). *Faire la liste du matériel de bureau dont le groupement dispose.* Comment a été payé ce matériel de bureau ? Comment sont payés les coûts d'entretien, ainsi que les frais d'utilisation et réparation du matériel ?

3.15 Si le groupement ne possède aucun matériel de bureau, comment les membres s'organisent-ils lorsqu'ils ont des coups de téléphone à donner (pour le groupement) des textes à écrire et photocopier ?

3.16 - Quels sont les buts du groupement ? Y a t il des objectifs qui vous semblent particulièrement importants ? Lesquels et pourquoi ? Souhaiteriez-vous que le groupement change ses buts ? Quels nouveaux buts aimeriez-vous que se fixe le groupement? Pourquoi ?

4 - Les activités du groupement

4.1 - Quelles sont les différentes activités que le groupement a réalisées depuis sa création ?
Faire une liste des activités.

4.2 Comment vous est venue l'idée de mettre en place chacune des activités ? Qui en a eu l'idée ? Avez vous cherché des informations ou conseils avant de lancer l'activité ? Où ? Auprès de qui ? Avec quels résultats ?

4.3 Qui a participé à chaque activité ?

Ici noter le nombre de personnes impliquées dans chacune des activités

4.4 Quelles sont les activités qui ont bien fonctionné, celles qui ont connu des difficultés ?

4.5 Quelles sont les raisons qui expliquent que certaines activités aient mieux réussi que d'autres ?

Ici éviter que l'interlocuteur réponde seulement que c'est le manque de moyens financiers qui explique les difficultés rencontrées. Relancer la question sous d'autres formes pour aider l'interlocuteur à mieux analyser les raisons des succès et des échecs des activités.

4.6 Quelles solutions avez-vous trouvé pour résoudre les difficultés pour mener certaines activités ? Ces solutions ont-elles effectivement permis de supprimer les problèmes ?

4.7 Avez-vous pensé à d'autres solutions que vous n'avez pas pu réaliser ? Lesquelles ? Pourquoi n'avez-vous pas pu le faire ?

4.8 Avez vous cherché des informations ou des conseils pour résoudre les difficultés que vous avez rencontrées ? Auprès de qui ? Comment ? Avec quels résultats ?

4.9 Comment a été financée chacune des activités menées ?

Faire une liste des sources de financement (financement par les populations, financements extérieurs) pour chaque activité.

4.10 Qu'est ce qui a changé dans le ou les villages depuis que le groupement existe ?

5. Les appuis et services extérieurs

5.1 Le groupement a t-il été aidé par des organismes ou des personnes extérieures pour réaliser certaines activités ? Quels sont ces organismes ou personnes ?

5.2 Quelle a été la nature de l'aide apportée : formation, conseil technique, financement, crédit, information ?

5.3 Etes-vous satisfaits des services qui vous ont été fournis ? (*préciser selon les types d'appui et de services et selon les organismes*).

5.4 Quelles difficultés avez-vous rencontrés avec ces organismes et ces personnes ?

5.5 Comment souhaiteriez-vous travailler avec ces organismes ? Plus souvent ? (préciser le rythme selon les organismes). D'une façon différente (préciser de quelle façon selon les organismes) ? Davantage avec certains et moins avec d'autres (préciser selon les organismes) ?

5.6 De quelle façon souhaiteriez-vous que les activités de ces organismes extérieurs soient améliorées ?

5.7 Seriez-vous prêts à financer des conseils, des formations, des informations (les trois ? Un des trois seulement , à quelles conditions ?)

5.8 Préféreriez -vous que les conseils techniques, les formations et les informations soient apportées par un seul organisme ou bien préférez vous travailler avec des organismes différents pour chaque type de prestations de services ?

5.9 Ces organismes extérieurs sont ils venus vous proposer leurs services ou bien les avez vous sollicités ? Si c'est vous qui les avez sollicités, comment avez vous été informés de leur existence et des services qu'ils proposaient ? L'information que vous aviez était elle exacte ? *Ici faire une petite histoire rapide de la façon dont se sont établies les relations entre le groupement et les différents organismes avec qui il est en relation*

5.10 Vous est il déjà arrivé de solliciter des organismes extérieurs qui ne vous ont pas répondu ? Lesquels ? Quelle était votre demande ? Pourquoi ont-ils refusé de vous vous apporter leur aide ?

5.11 Seriez-vous prêts à faire davantage de démarches pour solliciter des organismes extérieurs ? A quelles conditions ? Qu'est ce qui vous empêche de faire davantage de démarches pour solliciter des appuis extérieurs ?

- Mauvaise information et connaissance de ces organismes et du type de services qu'ils proposent ?
- Distance ?
- Crainte du refus ?
- Manque de confiance envers certains organismes ?
- Autres...

5.12 Si vous considérez que vous avez davantage besoin de conseils, crédits, formations, appuis et informations comment souhaiteriez vous que ces services soient organisés ? Qu'en attendez-vous précisément et qu'êtes-vous prêts à offrir en échange ?

Ici attention à ne pas laisser les interlocuteurs faire des réponses vagues ou très irréalistes. Essayer de relancer la question sous différentes formes pour obtenir des réponses précises.

6 - Les relations avec les associations, les fédérations nationales et le CNCR

6. 1 Votre groupement est-il membre d'une ou plusieurs associations ou d'une fédération ? Lesquelles ?

Attention si le groupement n'est membre d'aucune association ou fédération, ne pas tenir compte des questions suivantes et passer directement à la question 6.13

6.2 A quelle occasion et comment le groupement a-t-il adhéré à cette ou ces associations ou à cette fédération ?

6.3 Pourquoi avez-vous adhéré à cette ou ces associations ou à cette fédération ? Qu'attendiez-vous que cela vous apporte ? Qu'étiez-vous prêts à proposer en échange ?

Ici laisser les gens exprimer leurs attentes de façon un peu précise

6.4 Avez-vous des relations régulières avec cette ou ces associations ou fédération ? Combien de contacts par an ? Sous quelle forme ?

6.5 Participez vous aux activités de cette association ou fédération ? A quelle occasion, à quel rythme, pour quoi faire ?

6.6 Recevez vous des informations régulières de cette association ou fédération ? Quelles informations ? De quelles façons arrivent-elles jusqu'à vous ?

6.7 Le fait d'avoir adhéré à cette association ou fédération a-t-il apporté quelque chose au groupement ? Le groupement fonctionne-t-il mieux ? Les activités se sont-elles développées ?

6.8 Pensez vous que le fait d'avoir adhéré à cette association ou fédération a été bénéfique pour elle ? De quelle façon ?

6.9 Souhaiteriez-vous que les relations entre votre groupement et cette association soient plus importantes ? Qu'aimeriez-vous que cette association ou fédération vous apporte davantage et que souhaiteriez-vous lui apporter davantage ?

Ici, laisser aux interlocuteurs le temps de préciser leurs attentes

6.10 Souhaiteriez-vous recevoir davantage d'informations de la part de cette association ou fédération ? Quelles informations précisément ? De quelle façon souhaiteriez-vous que ces informations vous soient transmises (journal, radio, réunions, autres...) ?

Ici laisser le temps aux interlocuteurs de préciser leurs attentes. Faire des suggestions pour les faire réagir s'ils manquent d'idées.

6.11 Souhaiteriez-vous vous-même donner davantage d'informations sur ce que vous faites, sur ce que vous pensez, sur vos suggestions, vos demandes ? Quelles informations souhaiteriez-vous donner à la fédération ou association ?

Ici faire préciser clairement aux interlocuteurs le type d'informations, idées, questions qu'ils voudraient partager avec l'association ou fédération.

6.12 De quelle façon souhaiteriez-vous et pourriez-vous transmettre cette information à l'association ou fédération ?

Ici aussi aider l'interlocuteur à répondre précisément à la question

6.13 Connaissez-vous le CNCR, son rôle, ses activités ? Recevez-vous des informations sur les activités du CNCR ? Par qui ? Comment ? Souhaiteriez-vous en recevoir davantage ? Lesquelles précisément ? De quelle façon souhaiteriez-vous que ces informations vous parviennent ?

6.14 Quelles sont les informations que vous souhaiteriez transmettre au CNCR, comment pourriez-vous les transmettre ?

7. S'informer et communiquer

7.1 Avec qui communiquez-vous et de quelle façon ?

- au sein du groupement ;
- au sein du village ;
- avec d'autres groupements ou villages ;
- avec quelles autres personnes ou organismes à l'extérieur du village ?

7.2 Souhaiteriez-vous communiquer avec davantage de personnes et organismes, lesquels et comment ?

Ici laisser le temps aux interlocuteurs de préciser leurs réponses et leur faire des suggestions pour les faire réagir. Laisser les interlocuteurs faire des suggestions très ouvertes et de tous types.

7.3 Parmi les activités du groupement, certaines ont-elles directement concerné l'information ? Lesquelles ? Avec quels résultats ?

7.4 Le groupement avait-il des projets d'information qu'il n'a pas pu réaliser ? Lesquels ? Pourquoi ?

7.5 Pensez-vous disposer de suffisamment d'informations ? Quelles sont les informations qui vous manquent ? Comment les utiliseriez-vous ?

Ici idem laisser les gens prendre le temps de réfléchir à la réponse et les aider si nécessaire

7.6 Aujourd'hui comment vous informez-vous ?

- discussion,
- réunions,
- journal
- radio,
- télévision
- fiches,
- livres
- vidéo
- centre de documentation et d'information,
- centre de formation,
- services techniques,
- centre de recherche,
- ONG
- associations et fédérations
- autres...

Parmi les informations que vous recevez quelles sont celles qui vous sont utiles ? Quelles sont celles que vous appréciez le plus ?

7.7 Ces moyens vous donnent-ils satisfaction ? Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi ?

7.8 Y a-t-il des médias, supports d'informations ou organismes qui disposent de l'information en qui vous avez plus confiance que d'autres ? Lesquels ? Pourquoi ?

7.9 Avez-vous confiance dans l'information que vous recevez ? Qu'est ce qui vous permet d'avoir ou de ne pas avoir confiance dans une information que vous recevez ?

7. 10 Avez-vous déjà entrepris des démarches pour chercher une information particulière ? Avec quels résultats ?

7. 11 Si vous n'avez jamais entrepris de démarches pour aller chercher de l'information, pourquoi ?

7.12 Si l'on vous demandait d'aller chercher une information, comment vous y prendriez-vous ? Où iriez-vous la chercher ?

7.13 Si vous vouliez transmettre à d'autres une information, comment vous y prendriez vous ? Par quels moyens d'informations passeriez-vous ?

7.14 S'il existait un centre d'information spécialisé sur le développement rural iriez vous le consulter ? A quelles conditions iriez-vous y chercher de l'information ?

7.15 Où souhaiteriez-vous qu'un tel centre soit installé (localisation géographique et positionnement par rapport à d'autres organismes spécialisés, soit en développement rural, soit médias, soit alphabétisation et formation)

Laisser aux interlocuteurs le temps de répondre, faire des suggestions pour les aider à répondre. Eviter les réponses vagues et aider les interlocuteurs à préciser leurs idées de façon concrète

7.16 Comment souhaiteriez-vous que l'information soit mise à votre disposition ?

- une personne qui répond à vos questions
- un journal d'information rural que vous recevriez régulièrement,
- des émissions radio sur les thèmes qui vous intéressent,
- des fiches techniques,
- des ouvrages spécialisés,
- des projections vidéo,
- un centre de documentation où vous chercheriez vous-même l'information,
- des émissions de télévision,
- autres...

Pour chacun de ces moyens d'information, faire préciser à l'interlocuteur le type d'informations qu'il y chercherait.

7.17 Accepteriez vous de payer pour recevoir de l'information : abonnement à un centre d'information ou réponse payante à des questions, abonnement à un journal, cotisation à une radio communautaire, etc.

7.18 A quelles conditions accepteriez-vous de payer pour une information? Quelles informations accepteriez-vous de payer et quelles informations n'accepteriez-vous pas de payer ?

8 - Perspectives

8.1 Quels sont vos projets d'avenir en matière d'information, de communication et de formation ?

Questionnaire 2 : Les associations locales et leurs besoins d'information et de communication.

Enquêtés : associations locales.

Les associations locales regroupent ou fédèrent un ensemble de GIE et groupements villageois. Le plus souvent, elles sont situées non pas dans les villages mais dans les gros bourgs ou villes secondaires.

Cet entretien peut être mené individuellement, mais il est alors indispensable de faire passer le questionnaire à 2 ou 3 membres de l'association pour recouper les informations. Il peut aussi être mené de façon collective, auprès d'un petit groupe de membres de l'association. Dans ce cas, il faut faire attention à ce que toutes les personnes présentes prennent effectivement la parole.

Objectif : caractériser les associations locales et déterminer leurs besoins d'information et de communication ainsi que les solutions pour y répondre

Type d'entretien : semi-directif. Les questions constituent un simple cadre pour l'enquêteur qui doit laisser librement parler la personne interrogée, même si elle semble sortir du sujet, faire les relances nécessaires ou reprendre certaines questions si la personne interrogée n'a répondu que partiellement à la question, la reformuler différemment si la personne interrogée ne l'a pas bien comprise.

Conseil pour la prise de note : il est conseillé d'enregistrer l'entretien sur un magnétophone. Les réponses aux questions doivent aussi être notées sur un carnet, en notant à chaque fois le numéro de la question.

Durée de l'entretien : 2 heures

1. Eléments préalables à l'entretien

1.1 Entrée en matière générale, questions de politesse vis-à-vis de l'interlocuteur.
Prendre le temps de mettre l'interlocuteur à l'aise.

1.2 Présentation de l'enquêteur et des objectifs de l'enquête
L'enquêteur se présente d'abord, puis présente les objectifs de l'enquête.

Cette enquête est faite à la demande du CNCR, Conseil National de Concertation des Ruraux, qui regroupe les fédérations paysannes du Sénégal.

Elle a pour objectif de comprendre les besoins d'information des associations locales et de mettre en place des activités pour y répondre.

Des réunions pour rendre compte des résultats de l'enquête et réfléchir ensemble sur des solutions seront organisées à Kaolack, Louga et Thiès dans la semaine du 6 au 10 décembre.

Ici vérifier que l'interlocuteur a bien compris les objectifs de l'enquête, répondre à ses questions s'il en a et lui donner des informations supplémentaires nécessaires. Vérifier si l'interlocuteur est d'accord pour répondre aux questions. S'il a des réticences ou des réserves, essayer de comprendre pourquoi et d'y répondre.

Demander aux membres des associations locales interrogés si certains d'entre eux seraient intéressés à participer à la réunion de restitution (dans la semaine du 6 au 11 décembre). Qui ? Quel est le meilleur moyen pour les prévenir de la date et du lieu ? Ont ils des impossibilités certains jours de cette semaine ?

Participants éventuels à la réunion de restitution (semaine du 6 au 10 décembre) :

Jours de disponibilité dans cette semaine :

Façon la plus simple et la plus rapide de les contacter :

2. Connaître les personnes interrogées

Pour chaque personne interrogée :

Noms, prénoms

situation socio professionnelles des personnes interrogées.

Coordonnées et contacts où il est possible de les joindre

3. Connaître l'association locale

Nom de l'association locale

Nom du village ou de la ville

Adresse postale et physique

Tel/fax éventuel

Mail éventuel :

3.1 Quand l'association a-t-elle été créée , comment et pourquoi?

3.2 Qui en est à l'origine?

- un ou plusieurs groupements villageois,
- une fédération paysanne,
- une ONG,
- un projet de développement
- les services techniques de l'Etat
- Autres

Laisser à l'interlocuteur le temps de détailler les origines de la création de l'association et son histoire.

3.3 Quand l'association a été créée, a -t-elle bénéficié des conseils de quelqu'un (qui, lesquels ?) ? L'association a t-elle cherché des conseils auprès d'autres organismes ? Les membres de l'association ont ils été s'informer et visiter d'autres associations locales ? Lesquelles ? Avec quels résultats ?

3.2 Combien de membres l'association compte t elle ?

ici le terme de membres doit être compris comme le nombre de GIE et groupements adhérents à l'association

3.3 Comment un groupement ou un GIE devient-il membre de l'association ? Comment adhère-t-on à l'association ? Comment ont été choisis les groupements et GIE actuellement membres ?

3.4 Le nombre de groupements et GIE membres a-t-il beaucoup changé depuis la création de l'association ? Ont-ils augmenté ou diminué ? Est-ce les mêmes membres ?

3.5 L'association possède-t-elle un fichier de ses membres ? Sous quelle forme ? (cahiers, fiches, bases informatiques) ?

3.6 Comment ce fichier a-t-il été constitué ? Est-il remis à jour ? Comment ? Quand ?

3.7 Quelles sont les activités des différents GIE et groupements membres de l'association ?

3.8 Quels sont les groupements et GIE qui participent effectivement aux activités de l'association ? Y a-t-il des groupements qui attendent que les responsables de l'association viennent leur proposer des activités ? Y a-t-il des groupements qui refusent de participer aux activités de l'association ? Comment expliquer les différences d'attitude par rapport à l'association ?

3.9 Quels sont les responsables de l'association ?

- nom,
- fonction dans l'association,
- situation sociale et économique de chacun de ces responsables.

3.10 Comment et par qui ces responsables sont-ils choisis ? Les responsables de l'association ont-ils changé depuis sa création ? Pourquoi ? Comment ? Combien de fois y a-t-il eu des changements de responsables ? Quelles ont été les raisons de ces changements ? Cela a-t-il changé la façon dont l'association fonctionne ?

3.8 Comment l'association est-elle organisée ? Y a-t-il un partage des tâches ? Lequel ? Souhaiteriez-vous changer la façon dont l'association est organisée ? De quelle façon ? Pourquoi ?

3.9 L'association est-elle composée de bénévoles ou bien a-t-elle des salariés permanents ? Ou bien des salariés temporaires ?

S'il n'y a pas de salariés, permanents ou temporaires dans l'association, passer directement à la question 3.14

3.10 Quels sont les postes occupés et les tâches effectuées par les salariés (permanents ou temporaires ?) Quelle est leur formation ? Leur âge ?

3.12 Comment ont-ils été recrutés ?

3.13 Grâce à quelles ressources financières l'association rémunère-t-elle ses salariés ?

3.14 Quels sont les organisations de l'association : assemblée générale, bureau, etc.

3.15 Combien y a-t-il de réunions organisées chaque année ? Quelle est la dernière réunion organisée par l'association ? Qui étaient présents ? Qu'est ce qui a été discuté au cours de cette réunion ? Y a-t-il eu des décisions prises ? Lesquelles ? Ont-elles été appliquées ?

3.16 Comment les groupements membres de l'association ont-ils été prévenus de cette réunion ? Ceux qui ne participaient pas à la réunion ont-ils été informés de ses résultats ? Qui ? De quelle façon ?

3.17 Les groupements et GIE de la région connaissent-ils tous l'organisation et le fonctionnement de l'association ?

3.18 L'association a-t-elle un local ?

Décrire rapidement le local s'il y en a un .

3.19 S'il n'y a pas de local, où ont lieu les réunions ?

Décrire rapidement l'endroit où ont lieu les réunions.

3.20 L'association possède-t-elle du matériel de bureau ? (téléphone, fax, ordinateur, photocopieur, table, chaise, papier...).

Faire la liste du matériel de bureau dont le groupement dispose.

3.21 Comment a été payé ce matériel de bureau ? Comment sont payés les coûts d'entretien, ainsi que les frais d'utilisation et réparation du matériel ?

3.22 Si l'association ne possède aucun matériel de bureau, comment les membres s'organisent-ils lorsqu'ils ont des coups de téléphone à donner (pour l'association) des textes à écrire et photocopier ?

3.23 - Quels sont les buts de l'association ? Y a-t-il des objectifs qui vous semblent particulièrement importants ? Lesquels et pourquoi ? Souhaiteriez-vous que l'association change ses buts ? Quels nouveaux buts aimeriez-vous que se fixe l'association ? Pourquoi ?

4 - LES ACTIVITES DE L'ASSOCIATION

4.1 - Quelles sont les différentes activités que l'association a réalisées depuis sa création ?

Faire une liste des activités.

4.2 Comment vous est venue l'idée de mettre en place chacune des activités ? Qui en a eu l'idée ? Avez-vous cherché des informations ou conseils avant de lancer l'activité ? Où ? Auprès de qui ? Avec quels résultats ?

4.3 Qui a participé à chaque activité ?

Ici noter le nombre de groupements ou GIE impliquées dans chacune des activités

4.4 Quelles sont les activités qui ont bien fonctionné, celles qui ont connu des difficultés ?

4.5 Quelles sont les raisons qui expliquent que certaines activités aient mieux réussi que d'autres ?

Ici éviter que l'interlocuteur réponde seulement que c'est le manque de moyens financiers qui explique les difficultés rencontrées. Relancer la question sous d'autres formes pour aider l'interlocuteur à mieux analyser les raisons des succès et des échecs des activités.

4.6 Quelles solutions avez-vous trouvées pour résoudre les difficultés pour mener certaines activités ? Ces solutions ont-elles effectivement permis de supprimer les problèmes ?

4.7 Avez-vous pensé à d'autres solutions que vous n'avez pas pu réaliser ? Lesquelles ? Pourquoi n'avez-vous pas pu le faire ?

4.8 Avez-vous cherché des informations ou des conseils pour résoudre les difficultés que vous avez rencontrées ? auprès de qui ? Comment ? Avec quels résultats ?

4.9 Comment a été financée chacune des activités menées ?

Faire une liste des sources de financement (financement par les membres de l'association, financements extérieurs) pour chaque activité.

4.10 Qu'est-ce qui a changé dans les villages et les groupements depuis que l'association existe ?

5. Les appuis et services extérieurs

5.1 L'association a-t-elle été aidée par des organismes ou des personnes extérieures pour réaliser certaines activités ? Quels sont ces organismes ou personnes ?

5.2 Quelle a été la nature de l'aide apportée : formation, conseil technique, financement, crédit financier, information ?

5.3 Êtes-vous satisfaits des services qui vous ont été fournis ?

Demander à l'interlocuteur de préciser sa réponse selon les types d'appui et de services et selon les organismes.

5.4 Quelles difficultés avez-vous rencontrées avec ces organismes et ces personnes ?

5.5 Comment souhaiteriez-vous travailler avec ces organismes ? Plus souvent ? (préciser le rythme selon les organismes). D'une façon différente (préciser de quelle façon selon les

organismes) ? Davantage avec certains et moins avec d'autres (*préciser selon les organismes*) ? Pourquoi ?

5.6 De quelle façon souhaiteriez-vous que les activités de ces organismes extérieurs soient améliorées ?

5.7 Seriez-vous prêts à financer des conseils, des formations, des informations (les trois ? Un des trois seulement , à quelles conditions ?)

5.8 Préférez-vous que les conseils techniques, les formations et les informations soient apportées par un seul organisme ou bien préférez vous travailler avec des organismes différents pour chaque type de prestations de services ?

5.9 Ces organismes extérieurs sont ils venus vous proposer leurs services ou bien les avez vous sollicités ?

5.10 Si c'est vous qui les avez sollicités, comment avez vous été informés de leur existence et des services qu'ils proposaient ? L'information que vous aviez sur les services qu'ils fournissaient était elle exacte ?

Ici faire une petite histoire rapide de la façon dont se sont établies les relations entre l'association et les différents organismes avec qui il est en relation

5.10 Vous est il déjà arrivé de solliciter des organismes extérieurs qui ne vous ont pas répondu ? Lesquels ? Quelle était votre demande ? Pourquoi ont-ils refusé de vous apporter leur aide ?

5.11 Seriez-vous prêts à faire davantage de démarches pour solliciter des organismes extérieurs ? A quelles conditions ?

5.12 Qu'est ce qui vous empêche de faire davantage de démarches pour solliciter des appuis extérieurs ?

- Mauvaise information et connaissance de ces organismes et du type de services qu'ils proposent ?
- Distance ?
- Crainte du refus ?
- Manque de confiance envers certains organismes ?
- Autres...

5.13 Si vous considérez que vous avez davantage besoin de conseils, crédits financiers, formations, appuis et informations, comment souhaiteriez vous que ces services soient organisés et vous soient fournis ? Qu'en attendez-vous précisément et qu'êtes-vous prêts à offrir en échange ?

Ici attention à ne pas laisser les interlocuteurs faire des réponses vagues ou très irréalistes. Essayer de relancer la question sous différentes formes pour obtenir des réponses précises.

6 - LES RELATIONS AVEC LES FEDERATIONS NATIONALES ET LE CNCR

6.1 Votre association est-elle membre d'une ou plusieurs fédérations ? Lesquelles ?

Attention si l'association n'est membre d'aucune fédération, ne pas tenir compte des questions suivantes et passer directement à la question 6.13

6.2 A quelle occasion et comment l'association a-t-elle adhéré à cette ou ces fédérations ?

6.3 Pourquoi avez-vous adhéré à cette ou ces fédérations ? Qu'attendiez-vous que cela vous apporte ? Qu'étiez-vous prêts à proposer en échange ?

Ici laisser les gens exprimer leurs attentes de façon un peu précise

6.4 Avez-vous des relations régulières avec cette ou ces fédérations ? Combien de contacts par an ? Sous quelle forme ?

6.5 Participez vous aux activités de cette fédération ? A quelle occasion, à quel rythme, pour quoi faire ?

6.6 Recevez vous des informations régulières de cette ou ces fédérations ? Quelles informations ? De quelles façons arrivent-elles jusqu'à vous ?

6.7 Le fait d'avoir adhéré à cette ou ces fédérations a-t-il apporté quelque chose à l'association ? L'association fonctionne-t-elle mieux ? Les activités se sont-elles développées ?

6.8 Pensez vous que le fait que vous ayez adhéré à cette ou ces fédérations a été bénéfique pour elle ? De quelle façon ?

6.9 Souhaiteriez-vous que les relations entre votre association et cette fédération soient plus importantes ? Qu'aimeriez-vous que cette fédération vous apporte davantage et que souhaiteriez-vous lui apporter davantage ?

Ici, laisser aux interlocuteurs le temps de préciser leurs attentes

6.10 Souhaiteriez-vous recevoir davantage d'informations de la part de cette fédération ? Quelles informations précisément ? De quelle façon souhaiteriez-vous que ces informations vous soient transmises (journal, radio, réunions, autres...) ?

Ici laisser le temps aux interlocuteurs de préciser leurs attentes. Faire des suggestions pour les faire réagir s'ils manquent d'idées.

6.11 Souhaiteriez vous vous-même donner davantage d'informations sur ce que vous faites, sur ce que vous pensez, sur vos suggestions, vos demandes ? Quelles informations souhaiteriez-vous donner à cette fédération ?

Ici faire préciser clairement aux interlocuteurs le type d'informations, idées, questions qu'ils voudraient partager avec l'association ou fédération.

6.12 De quelle façon souhaiteriez-vous et pourriez-vous transmettre cette information, vos questions, vos remarques ou idées à la fédération ?

Ici aussi aider l'interlocuteur à répondre précisément à la question

6.13 Connaissez-vous le CNCR, son rôle, ses activités ? Recevez-vous des informations sur les activités du CNCR ? Par qui ? Comment ? Souhaiteriez-vous en recevoir davantage ? Lesquelles précisément ? De quelle façon souhaiteriez-vous que ces informations vous parviennent ?

6.14 Quelles sont les informations que vous souhaiteriez transmettre au CNCR, comment pourriez vous les transmettre ?

7. S'INFORMER ET COMMUNIQUER

Attention, dans cette partie le mot information signifie informations utiles pour vos activités et non pas informations en général .

7.1 Avec qui communiquez-vous et de quelle façon ?

- au sein de l'association ;
- avec les groupements membres ;
- avec d'autres associations ;
- avec une des fédérations ou confédérations ;
- avec quelles autres personnes ou organismes ?

7.2 Souhaiteriez-vous communiquer avec davantage de personnes et organismes, lesquels et comment ?

Ici laisser le temps aux interlocuteurs de préciser leurs réponses et leur faire des suggestions pour les faire réagir. Laisser les interlocuteurs faire des suggestions très ouvertes et de tous types.

7.3 Parmi les activités de l'association, certaines ont-elles directement concerné l'information ? Lesquelles ? Avec quels résultats ?

7.4 L'association avait-elle des projets d'information qu'elle n'a pas pu réaliser ? Lesquels ? Pourquoi ?

7.5 Pensez-vous disposer de suffisamment d'informations ? Quelles sont les informations qui vous manquent ? Comment les utiliseriez-vous ?

Ici laisser les gens prendre le temps de réfléchir à la réponse et les aider si nécessaire

7.6 Aujourd'hui comment et où obtenez vous les informations utiles à vos activités ?

- discussion,
- réunions,

- journal
- radio,
- télévision
- fiches techniques,
- brochures,
- livres
- vidéo
- centre de documentation et d'information,
- centre de formation,
- services techniques de l'Etat,
- centre de recherche,
- ONG
- marchés
- associations et fédérations
- autres...

7.7 Quelles sont les différents types d'informations utiles à vos activités que vous avez obtenues auprès de chacun de ces lieux et sources possibles d'information ?

Reprendre la liste précédente pour faire préciser aux interlocuteurs les types d'informations utiles qu'ils trouvent ou ne trouvent pas dans les différents lieux ou sources d'information citées.

7.8 Parmi les informations que vous recevez quelles sont celles qui vous sont utiles ? Quelles sont celles que vous appréciez le plus ?

7.9 Ces moyens d'information vous donnent-ils satisfaction? Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi?

7.10 Y a-t-il des médias, supports d'informations ou organismes qui disposent de l'une information utile et en qui vous avez plus confiance que d'autres ? Lesquels ? Pourquoi ?

7.11 Avez-vous confiance dans l'information que vous recevez ? Qu'est ce qui vous permet d'avoir ou de ne pas avoir confiance dans une information que vous recevez ?

7. 12 Avez-vous déjà entrepris des démarches pour chercher une information particulière ? Avec quels résultats ?

7. 13 Si vous n'avez jamais entrepris de démarches pour aller chercher de l'information, sur quels sujets, pourquoi, avec quels résultats ?

7.14 Si l'on vous demandait d'aller chercher une information, comment vous y prendriez-vous ? Où iriez-vous la chercher ?

7.15 Si vous vouliez transmettre à d'autres une information, comment vous y prendriez vous ? Par quels moyens d'informations passeriez-vous ?

7.16 S'il existait un centre d'information spécialisé sur le développement rural iriez vous le consulter ? A quelles conditions iriez-vous y chercher de l'information ?

7.17 Où souhaiteriez-vous qu'un tel centre soit installé (localisation géographique et positionnement par rapport à d'autres organismes spécialisés, soit en développement rural, soit médias, soit alphabétisation et formation)

Laisser aux interlocuteurs le temps de répondre, faire des suggestions pour les aider à répondre. Eviter les réponses vagues et aider les interlocuteurs à préciser leurs idées de façon concrète

7.18 Comment souhaiteriez-vous que l'information soit mise à votre disposition ?

Pour chacun de ces moyens d'information, faire préciser à l'interlocuteur le type d'informations utiles qu'il y chercherait.

- une personne qui répond à vos questions
- un journal d'information rural que vous receviez régulièrement,
- des émissions radio sur les thèmes qui vous intéressent,
- des fiches techniques,
- des brochures,
- des ouvrages spécialisés,
- des projections vidéo,
- un centre de documentation où vous chercheriez vous-même l'information,
- des émissions de télévision,
- des bases de données informatiques,
- des points d'information économique sur les marchés,
- autres...

7.19 Dans quel lieu iriez vous le plus volontiers chercher les informations dont vous avez besoin ?

7.20 Auprès de quel type d'organisme iriez vous le plus volontiers chercher des informations utiles ?

7.21 Iriez vous plus volontiers chercher de l'information auprès d'un organisme spécialisé en information ou bien auprès d'un organismes qui propose aussi d'autres services de conseil et d'appui au développement rural ?

7.22 Accepteriez vous de payer pour recevoir de l'information : abonnement à un centre d'information ou réponse payante à des questions, abonnement à un journal, cotisation à une radio communautaire, etc.

7.23 A quelles conditions accepteriez-vous de payer pour une information ? Quelles informations accepteriez-vous de payer et quelles informations n'accepteriez-vous pas de payer ?

8 - Perspectives

8.1 Avez vous des projets en matière d'information , de communication et de formation ?

8.2 Quels sont ces projets ?

8.3 De quel type d'appui auriez vous besoin pour les réaliser ?

8.4 Quel type de formation certains membres du groupement auraient ils besoin de recevoir pour réaliser ces projets d'informations utiles pour les activités du groupement et de ses membres ?

8.5 Qui serait chargé de la bonne réalisation de ces projets d'information ?

Laisser le temps à l'interlocuteur de réfléchir et de fournir une réponse précise et non pas générale.